



www.journaldumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

N°579 du 4 au 10 juin 2026

**DÉFENSE**

LES LIGNES BOUGENT

**MONDIAL 2026**

L'AFRIQUE S'AJUSTE

5 JUIN 2020 - 5 JUIN 2026

# QUE RESTE-T-IL DU M5-RFP ?

Six ans après le 5 juin 2020, le M5-RFP n'est plus que l'ombre du mouvement qui avait fait chuter le régime IBK. Divisions internes, figures dispersées et héritage disputé continuent pourtant de nourrir le débat.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu

MEIWAY

JOSEY

EMMA'A

FRANGLISH



**TOUS LES VENDREDIS A 21H00**  
DES LE 12 JUIN SUR **CANAL+**  
MAGIC

**REABONNEZ-VOUS  
A VOTRE FORMULE HABITUELLE**

**30 JOURS OFFERTS\*\***

**A TOUTES LES CHAINES**

**36 555**

\*\*OFFRE VALABLE DU 1ER JUIN AU 19 JUILLET 2026. REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE HABITUELLE ET PROFITEZ DE TOUTES LES CHAINES (HORS OPTIONS) PENDANT 30 JOURS. OFFRE VALABLE 1 FOIS EN JUIN ET 1 FOIS EN JUILLET.

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPERATEUR

## ÉDITO

### Nuisances sonores à moto : Kati montre la voie

La décision prise par la mairie de Kati d'interdire la circulation des grosses cylindrées et des motos aux tuyaux bruyants mérite d'être saluée. Elle répond à une réalité quotidienne que beaucoup de citoyens subissent en silence. Il s'agit du vacarme volontaire de certains engins, souvent modifiés, parfois même de simples motos dites Jakarta, dont les pots sont percés ou trafiqués pour produire un bruit agressif.

Cette mesure ne devrait toutefois pas rester isolée. Bamako et les communes voisines connaissent le même phénomène, avec des passages nocturnes, des accélérations brusques et des nuisances capables de troubler le sommeil, d'effrayer les enfants, de provoquer stress, palpitations, irritabilité ou aggravation de troubles cardiovasculaires chez les personnes fragiles. La sécurité publique demeure une priorité, surtout dans la période actuelle, mais la préservation de la santé et de la tranquillité des populations relève aussi de la responsabilité des autorités.

Le Mali dispose déjà d'un cadre juridique. La loi relative aux pollutions et nuisances, le décret sur la gestion des pollutions sonores et les dispositions du Code pénal interdisant les bruits portant atteinte au repos, à la tranquillité ou à la santé offrent une base suffisante pour agir. Le problème se situe donc moins dans l'absence de textes que dans leur application régulière.

Il faut désormais aller plus loin en contrôlant les pots modifiés, en sanctionnant les récidivistes, en sensibilisant les jeunes conducteurs et en étendant la mesure aux zones les plus exposées, notamment les quartiers, les écoles et les hôpitaux. Le bruit inutile n'est pas une démonstration de liberté. C'est une violence imposée aux autres.

## LE CHIFFRE

# 6 000 milliards

C'est le montant, en francs CFA, que l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) veut mobiliser pour transformer le secteur agricole dans la zone d'ici 2040.

### ILS ONT DIT...

« Nous ne demandons pas à ceux qui ne sont pas habilités à faire le combat à la place de ceux qui sont formés pour. Il s'agit pour eux, lorsqu'ils ont des informations, de les faire passer à qui de droit et en temps réel ». **Issa Ousmane Coulibaly, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation**, lors de la rencontre avec les forces vives de la nation sur la lutte contre le terrorisme, le 2 juin 2026.

« Nous sommes convaincus que, face aux défis auxquels notre continent est confronté, aucune nation ne peut agir seule. Plus que jamais, l'Afrique doit parler d'une voix forte, solidaire et responsable ». **El Malick N'diaye, député sénégalais**, à l'ouverture de la session du Comité exécutif de l'Union parlementaire africaine (UPA), le 3 juin 2026.

### RENDEZ-VOUS

#### 4 juin 2026 :

Lancement de la 2ème édition de Néka Siguida Nka Faso Ko, Place publique de Koulouba

#### 6 juin 2026 :

Spectacle d'humour Guimba National - Michel Gohou, CICB, Bamako

#### 10 - 12 juin 2026 :

Africa Impact Summit, Lusaka, Zambie

#### 11 juin 2026 :

Début de la Coupe du monde de football, USA, Canada, Mexique

### UN JOUR, UNE DATE

4 juin 1974 : Promulgation de la Constitution du Mali fondant la 11ème République.



**Bintou Diakité** a offert au Mali sa première médaille d'or aux Championnats d'Afrique de taekwondo, le dimanche 31 mai 2026 à Bamako. La taekwondoïste malienne s'est imposée chez les moins de 73 kg Dames, faisant briller son pays à domicile.



L'influenceur ivoirien **Apoutchou National** a été condamné le 2 juin 2026 à 3 ans de prison ferme et une amende de 264 millions de francs CFA, par le Parquet près du Pôle économique et financier, pour prise de pari illicite et blanchiment de capitaux.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Palais des Sports Salamatou Maïga, entièrement rénové, a été rouvert le 30 mai 2026 sous la présidence du Premier ministre, en présence de plusieurs membres du gouvernement.

MASSIRÉ DIOP

# M5-RFP : LES VESTIGES D'UN MOUVEMENT DISPARU

Né de la contestation contre le régime d'Ibrahim Boubacar Keïta, le M5-RFP a été l'un des principaux acteurs du basculement politique intervenu au Mali en 2020. Six ans après sa création, alors que le mouvement a disparu et que ses principales figures connaissent des destins contrastés, son bilan et son héritage continuent d'alimenter le débat.

MOHAMED KENOUI

Le 5 juin 2020, des milliers de Maliens descendaient dans les rues de Bamako pour réclamer le départ du Président Ibrahim Boubacar Keïta. À l'origine de cette mobilisation, une coalition inédite réunissant partis politiques, organisations de la société civile, mouvements citoyens et leaders religieux : le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des forces patriotiques, M5-RFP. À sa naissance, le M5-RFP apparaît comme la convergence de plusieurs colères. La contestation des résultats des élections législatives de mars et avril 2020, après des arrêts de la Cour constitutionnelle ayant modifié les résultats dans plusieurs circonscriptions, nourrit une crise politique déjà profonde. À cette colère électorale s'ajoutent la dégradation de la situation sécuritaire, les difficultés socio-économiques et la défiance grandissante envers les institutions. Le mouvement rassemble alors des personnalités et des sensibilités très diverses. Autour de l'Imam Mahmoud Dicko, de Choguel Kokalla Maïga, de Me Mountaga Tall et de plusieurs responsables politiques et associatifs, une même revendication s'impose : obtenir le départ du chef de l'État. Entre juin et août 2020, le M5-RFP devient le principal pôle de contestation du régime.

ta est renversé par un coup d'État militaire.

**Un mouvement sans projet commun** L'une des principales limites du M5-RFP réside dans sa nature même. Derrière l'unité affichée contre le pouvoir d'alors se cachent des acteurs aux visions parfois très différentes. « Le M5 était un conglomérat d'acteurs avec des revendications et idéologies différentes », analyse le politologue Bréhima Mamadou Koné. Selon lui, le mouvement était avant tout uni par un objectif immédiat : obtenir le départ du Président de la République. « Ils n'avaient qu'un seul objectif, comment faire partir le Président Keïta. Mais après son départ, quel était le plan du M5 ? », s'interroge-t-il. Pour le politologue, le mouvement n'a jamais réussi à se doter d'une véritable doctrine politique ou d'un projet de société capable de fédérer durablement ses composantes. « Après la prise du pouvoir, qu'est-ce que le M5 a proposé comme orientations stratégiques dans les domaines sécuritaire, économique, de la

**Tant qu'un mouvement n'est pas structuré autour d'une vision et d'une idéologie, à un certain moment de l'histoire il tombe dans ses propres contradictions.**

fiscalité ou encore de la gouvernance politique ? Il n'y a pas eu de propositions, il n'y a pas eu de projet », estime-t-il. Le constat est partagé par le journaliste et analyste politique Alexis Kalambry. Selon lui, le mouvement portait des revendications réelles mais n'avait pas suffisamment anticipé les conséquences de leur aboutissement. « Quand un mouvement demande le



Le M5-RFP lors de la cérémonie commémorative au CICB du 3<sup>ème</sup> anniversaire du mouvement en 2023.

départ d'un pouvoir légalement élu et n'est pas à même d'avoir une alternative lorsque ce pouvoir tombe effectivement, alors on se pose des questions », souligne-t-il.

**Quand le pouvoir remplace le combat** La Transition ouvre une nouvelle étape. Le M5-RFP, qui incarnait jusque-là la contestation, se retrouve confronté aux réalités du pouvoir, même si le mouvement n'en avait pas la plénitude et devait cohabiter avec les militaires, qui en détenaient les rênes. La nomination de Choguel Kokalla Maïga à la Primature,

du processus, la répartition des responsabilités, la durée de la Transition ou encore le leadership interne accentuent les tensions. « La lutte unit, le pouvoir divise », résume Alexis Kalambry. « Dès lors que le régime IBK est tombé, les ambitions et calculs personnels ont vu le jour. » Pour Bréhima Mamadou Koné, les querelles de leadership ont rapidement pris le pas sur la cohésion initiale. « Les querelles de postes et de légitimité ont fait qu'après le M5 s'est retrouvé comme une coquille vide. Chacun est parti de son côté », affirme-t-il.

en juin 2021, est perçue par certains comme une consécration politique. Pour d'autres, elle marque le début d'un éloignement entre le mouvement et sa base initiale. Très vite, les divergences émergent. Certaines composantes choisissent d'accompagner les autorités de la Transition, tandis que d'autres prennent progressivement leurs distances. Les débats sur l'orientation

**De l'unité à l'éclatement** Au fil des années, les fractures deviennent de plus en plus visibles. Une première dissidence donne naissance au M5-RFP Malikura. Par la suite, la branche restée fidèle à l'organisation originelle se fragmente à son tour. D'un côté, des responsables continuent de soutenir le leadership de Choguel Kokalla Maïga. De l'autre, une nouvelle tendance se structure autour

## REPÈRES

**5 juin 2020** : Mobilisation populaire contre le régime IBK donnant naissance au M5-RFP

**2022-2024** : Fragmentation du mouvement en plusieurs tendances

**Mai 2025** : Dissolution des partis et mouvements politiques

de l'Imam Oumarou Diarra, à la tête du Comité stratégique, avec notamment Jeamille Bittar, Me Mountaga Tall, Paul Ismaël Boro et d'autres figures du mouvement. Cette multiplication des centres de décision fragilise l'unité de 2020. Selon Bréhima Mamadou Koné, cette évolution était presque inévitable. « Tant qu'un mouvement n'est pas structuré autour d'une vision et d'une idéologie, à un certain moment de l'histoire il tombe dans ses propres contradictions ». À mesure que les divisions s'approfondissent, le mouvement perd progressivement son influence sur la scène politique. Les rivalités internes prennent le dessus sur les ambitions collectives qui avaient présidé à sa création. Lorsque

les autorités décident, par décret du 13 mai 2025, de dissoudre les partis politiques et les organisations à caractère politique, le M5-RFP apparaît déjà comme une structure largement désarticulée.

## Une fin en ordre dispersé

La dissolution des partis politiques porte un coup définitif aux différentes composantes du mouvement. Selon un juriste ayant requis l'anonymat, le M5-RFP ne disposait d'ailleurs pas d'une existence juridique propre. « Juridiquement, le M5 n'existait pas. Pour exister, il faut avoir un récépissé. Or le M5 ne l'a jamais demandé et ne l'a jamais obtenu. C'était un simple regroupement informel d'organisations politiques et de personnalités », explique-t-il. La disparition officielle du mouvement intervient ainsi au terme d'un long processus de désagrégation politique. Les trajectoires empruntées par plusieurs de ses figures emblématiques illustrent cette évolution. Longtemps considéré comme l'autorité morale du mouvement, l'Imam Mahmoud Dicko vit aujourd'hui en exil. Choguel Kokalla Maïga, qui fut l'une des prin-

cipales figures du M5-RFP avant d'accéder à la Primature, est aujourd'hui détenu, après avoir été limogé dans un contexte de tensions avec les autorités de la Transition. Me Mountaga Tall, autre acteur majeur des mobilisations de 2020, est porté disparu depuis le 2 mai 2026, après son enlèvement par des hommes armés. Jeamille Bittar, ancien porte-parole du mouvement, a annoncé son retrait de la vie politique en juillet 2024. D'autres figures issues du versant militant ou activiste de cette période connaissent aussi une trajectoire heurtée, notamment Adama Diarra dit Ben le Cerveau, détenu après avoir été l'un des visages les plus visibles de la mobilisation souverainiste, et le Professeur Clément Dembélé, figure de la lutte contre la corruption, également emprisonné.

**Héritage en débat** Au-delà de sa disparition, la question de l'héritage politique du M5-RFP continue de susciter des lectures divergentes. Pour le politologue Bréhima Mamadou Koné, le mouvement n'a laissé ni héritage structuré ni héritiers politiques identifiables. « Pour moi, aujourd'hui le M5 est une coquille vide, qui a été vidée de son contenu. Le mouvement n'a pas laissé d'héritage politique, encore moins d'héritiers », tranche-t-il. D'autres observateurs se montrent plus prudents. Alexis Kalambry estime qu'il est encore prématuré de porter un jugement définitif sur les conséquences de cette période ouverte en 2020. « Un jour, on fera le bilan. L'histoire jugera et redonnera à chacun la place et le rôle qu'il a joués dans ce qui nous arrive aujourd'hui. Pour l'instant, il est peut-être trop tôt pour se prononcer sur l'héritage politique », affirme-t-il. Six ans après le 5 juin 2020, le M5-RFP n'existe plus comme force politique structurée, mais sa trajectoire interroge encore sur la capacité d'une mobilisation populaire à transformer durablement l'ordre qu'elle avait contribué à renverser. ■

## 3 QUESTIONS À



**BRÉHIMA MAMADOU KONÉ**

Politologue

**1** Six ans après sa création, quel regard portez-vous sur le parcours du M5-RFP ?

Le M5-RFP était un mouvement hétéroclite regroupant des acteurs aux sensibilités et aux objectifs différents. À mes yeux, il s'agissait davantage d'un mouvement spontané que d'une organisation politique structurée. Pourtant, compte tenu de son ampleur et de sa capacité de mobilisation, il aurait pu évoluer vers une véritable coalition politique, voire vers un parti capable de s'inscrire dans la durée. Pour cela, il aurait fallu dès le départ un pacte politique clair, une doctrine et une vision communes.

**2** Comment expliquer que le mouvement soit passé d'un symbole d'unité à une coalition profondément fragmentée ?

À partir du moment où les ambitions individuelles et les questions de leadership ont pris le dessus, les divisions sont devenues inévitables. Au lieu de construire un cadre durable, les acteurs se sont progressivement opposés sur des questions de légitimité. On a assisté à des rivalités internes et à des attaques par presse interposée. Cette dynamique a affaibli le mouvement et accéléré sa désintégration.

**3** Que reste-t-il aujourd'hui de l'esprit du M5 ?

Certains continuent de se réclamer du M5-RFP, mais, dans les faits, le mouvement n'existe plus. Les partis politiques et les associations à caractère politique ont été dissous et le cadre qui portait cette dynamique a disparu. Ce qui demeure aujourd'hui, c'est surtout le souvenir d'une mobilisation qui a marqué un moment important de la vie politique malienne.

## DE L'UNION À LA DIVISION : LE DESTIN SOUVENT CONTRARIÉ DES COALITIONS POLITIQUES AFRICAINES

Du Sénégal à l'Afrique du Sud en passant par le Kenya, l'histoire politique du continent montre que les coalitions construites pour conquérir le pouvoir peinent souvent à préserver leur unité une fois leur objectif atteint.

Dans l'histoire politique africaine, les coalitions naissent fréquemment dans l'adversité. Face à un régime contesté, à un parti dominant ou à un pouvoir jugé défaillant, des acteurs aux sensibilités parfois opposées décident de mettre de côté leurs divergences pour poursuivre un objectif commun. Mais, une fois cet objectif atteint, l'unité affichée laisse fréquemment place aux rivalités et aux désaccords. Le phénomène est loin d'être exceptionnel. En Afrique du Sud, l'Alliance tripartite, réunissant l'ANC, le Parti communiste sud-africain et la centrale syndicale COSATU, a constitué l'un des principaux moteurs de la lutte contre l'apartheid. Pourtant, une fois au pouvoir,



Au Sénégal, la Coalition qui a porté Abdoulaye Wade au pouvoir s'est par la suite fracturée.

les divergences idéologiques et stratégiques entre ses composantes ont régulièrement alimenté des tensions et des crises internes.

**L'épreuve du pouvoir** Le Sénégal fournit plusieurs illustrations de cette réalité. En 2000, la large coalition qui avait porté Abdoulaye Wade à la présidence face au Parti socialiste s'est progressive-

ment désagrégée après l'alternance. Plusieurs alliés de circonstance ont quitté la coalition au fil des années, révélant des divergences longtemps reléguées au second plan par la lutte contre le pouvoir en place. Plus récemment, l'évolution des relations entre le Président Bassirou Diomaye Faye et son ancien Premier ministre Ousmane Sonko illustre une autre difficulté propre à l'exercice du pouvoir. Contrairement aux précédents exemples, les deux hommes n'étaient pas issus d'organisations différentes, mais du même parti, le PASTEF. Leur rupture politique, intervenue deux ans après leur accession au pouvoir, rappelle toutefois qu'une victoire commune ne suffit pas toujours à préserver durablement

l'unité d'un projet politique. Le Kenya constitue également un cas emblématique. En 2002, la National Rainbow Coalition (NARC) avait réussi à mettre fin à près de quarante ans de domination du KANU. Cette alliance historique de l'opposition avait suscité un immense espoir de changement. Mais, une fois la victoire acquise, les désaccords sur le partage du pouvoir et sur les réformes institutionnelles ont progressivement fracturé la coalition. Ces trajectoires, observées dans des contextes politiques différents, rappellent qu'une coalition se construit souvent plus facilement autour d'un objectif immédiat que d'un projet durable. Si la conquête du pouvoir peut fédérer des acteurs aux intérêts variés, sa gestion constitue généralement l'épreuve décisive qui révèle la solidité - ou les fragilités - de leur alliance. ■

MOHAMED KENOVI

### M5-RFP : NAISSANCE, ASCENSION ET FRACTURES

Créé en 2020, dans un contexte de forte contestation populaire, le M5-RFP a connu une ascension fulgurante, des divisions et, finalement, une disparition. Retour en dates et en figures sur un mouvement qui a marqué l'histoire récente du Mali.

#### 1- LE M5-RFP EN 6 REPÈRES

**5 juin 2020** : Création du M5-RFP à Bamako, dans un contexte de contestation du régime d'Ibrahim Boubacar Keïta.

**10-12 juillet 2020** : Manifestations meurtrières à Bamako. Le mouvement s'impose comme la principale force de contestation du pays.

**18 août 2020** : Chute du président Ibrahim Boubacar Keïta à la suite du coup d'État militaire.

**7 juin 2021** : Choguel Kokalla Maïga est nommé Premier ministre de la Transition.

**2022-2024** : Multiplication des dissidences, naissance du M5-RFP Malikura, puis fragmentation de la branche historique en plusieurs tendances.

**Mai 2025** : Dissolution des partis politiques et des associations à caractère politique. Le M5-RFP cesse d'exister légalement.

#### 2- LE DESTIN DE QUELQUES FIGURES DU M5



**Mahmoud Dicko**

- Figure morale du mouvement
- L'un des principaux artisans de la mobilisation de 2020
- Aujourd'hui en exil en Algérie



**Choguel Kokalla Maïga**

- Président du Comité stratégique du M5-RFP
- Premier ministre de la Transition (de 2021 à 2024)
- Détenu depuis août 2025 pour atteinte présumée aux biens publics



**Me Mountaga Tall**

- Figure politique et ancien membre influent du M5-RFP
- Porté disparu depuis le 2 mai 2026



**Jeamille Bittar**

- Ancien porte-parole du M5-RFP
- Acteur des mobilisations de 2020
- Annonce son retrait de la vie politique en juillet 2024

Source : Rédaction

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°579 du 4 au 10 juin 2026

Journal du Mali



TM1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

## COMMANDEMENT MILITAIRE : LES LIGNES BOUGENT APRÈS LE 25 AVRIL

Les nominations du 29 mai 2026 réorganisent plusieurs postes sensibles de la chaîne militaire malienne. Elles interviennent après une offensive qui a modifié les priorités sécuritaires de Bamako.

MASSIRÉ DIOP

Ce changement ne se limite pas à une circulation de noms dans l'appareil militaire. Il intervient après les attaques coordonnées du 25 avril, revendiquées par le JNIM et le Front de libération de l'Azawad, dans un contexte marqué par la mort de l'ancien ministre de la Défense, le Général Sadio Camara, la reprise directe du portefeuille de la Défense par le Président de la Transition, le Général d'armée Assimi Goïta et la nomination du Général Oumar Diarra comme ministre délégué chargé de la Défense.

**Menaces** Depuis cette date, le dispositif malien fait face à des menaces plus complexes. La jonction opérationnelle entre la mouvance jihadiste affiliée à Al-Qaïda et certains groupes armés du Nord donne aux attaques une autre portée. Elle combine pression militaire, guerre d'axes, frappes contre des positions symboliques,



Plusieurs changements sont intervenus dans la chaîne de commandement de l'armée.

par le Général de brigade Mamadou Massaoulé Samaké donne aussi un signal. Le poste de sous-Chef d'état-major chargé des Opérations est central dans la planification, le suivi des théâtres, la coordination des moyens et la conduite des réponses militaires. Le Colonel-major Yacouba Sanoogo devient Conseiller en stratégie à l'État-major général des Armées. Ces mouvements redessinent l'articulation entre anticipation, planification et exécution.

La principale nouveauté est la concentration de l'arbitrage autour de la Présidence. En reprenant la Défense, Assimi Goïta évite l'ouverture d'une compétition autour d'un ministère stratégique après la mort de Sadio Camara. Oumar Diarra assure le relais politico-militaire, Élisée Jean Dao conduit l'État-major, Mankan Diarra prend l'AES et les théâtres sont redistribués. Le système devient plus lisible, mais aussi plus dépendant de la coordination au sommet. Cette centralisation peut produire des effets opérationnels si elle réduit les lenteurs, clarifie les responsabilités et améliore la circulation du renseignement. Elle peut aussi permettre de mieux aligner la Défense nationale, l'EMGA, les commandements de théâtre et la Force unifiée de l'AES, à un moment où les groupes armés cherchent à tester simultanément plusieurs fronts.

**Limites** Pour autant, elle comporte également des limites. Une chaîne trop resserrée peut ralentir les réponses locales si les commandants de terrain ne disposent pas de marges suffisantes. Elle peut aussi exposer davantage le sommet politique aux revers militaires, surtout lorsque les attaques touchent les axes routiers, les villes du Nord, les corridors économiques et les symboles de l'État. La question russe s'ajoute à cette équation. Après les informations faisant état d'un re-

### EN BREF

#### CRISE HUMANITAIRE : LES FEMMES ET LES FILLES EN PREMIÈRE LIGNE

L'UNFPA alerte sur une crise aiguë au Mali après les attaques coordonnées du 25 avril 2026, qui ont fortement perturbé l'accès humanitaire, les soins de santé sexuelle et reproductive et la protection des femmes et des filles. Selon son rapport d'avril, publié fin mai, 5,1 millions de personnes sont affectées, dont 1,12 million de femmes en âge de procréer et 156 960 femmes enceintes estimées. L'agence onusienne cible 418 300 personnes pour les services SRH et 829 760 pour les programmes de lutte contre les violences basées sur le genre. Sur les 11,55 millions de dollars demandés pour 2026, elle n'avait reçu que 3,5 millions fin avril. Sur le terrain, 29 sages-femmes ont été déployées dans 5 régions, 2 équipes mobiles ont appuyé les sites de déplacés, 5 845 personnes ont reçu des services SRH et 2 781 ont été touchées par les activités VBG. La crise a aussi déplacé environ 4 000 personnes à Bamako, dont plus de 75% de femmes et d'enfants. ■

trait d'Africa Corps de Kidal sans combat direct avec les groupes armés, Bamako devra préciser les modalités de coordination avec son partenaire militaire. Il ne s'agit pas d'une rupture annoncée, mais d'un réajustement nécessaire entre appui extérieur, commandement malien et montée en puissance de l'AES. Dans les crises sécuritaires, un recentrage du commandement peut être utile s'il s'accompagne de moyens, de renseignement fiable, de discipline opérationnelle et d'un retour visible de l'État. Au Mali, l'efficacité de cette réorganisation se mesurera moins aux décrets qu'à la capacité à protéger les populations, sécuriser les axes, tenir les positions et empêcher les groupes armés d'imposer leur propre rythme militaire. ■



ALASSANE MAÏGA

### « Les réponses militaires restent un traitement symptomatique »

Au Mali, la persistance des violences relance le débat sur les conditions d'une stabilisation durable des territoires. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Allassane Maïga, spécialiste des dynamiques de conflits au Sahel, insiste sur la gouvernance, la justice sociale et les capacités locales de paix.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

### Pourquoi les violences persistent-elles malgré les réponses militaires sur le terrain ?

Ces derniers temps, nous observons un pic de violences jamais constaté auparavant. Les réponses militaires peuvent être nécessaires pour limiter les impacts immédiats du terrorisme, mais elles ne sont pas à elles seules le gage d'une paix positive durable. La lutte contre le terrorisme doit s'opérer sur le terrain qui l'a vu naître, à savoir la rupture du contrat social, la mauvaise gouvernance, les inégalités sociales et les injustices institu-

tionnelles. Ces facteurs constituent une violence structurelle sur laquelle prospèrent les groupes armés. Autrement dit, la réponse sécuritaire ne peut produire d'effets durables si elle ignore les causes sociales et institutionnelles de la crise.

### Que faut-il reconstruire pour espérer une stabilisation durable ?

Il est important de prendre en compte les deux dimensions de la cohésion sociale. Il y a d'abord la cohésion verticale, qui renvoie au contrat social, à l'État de droit, à la justice sociale et à la bonne gouvernance. Il y a ensuite la cohésion horizontale, fondée sur le renforcement des liens sociaux et la cohabitation pacifique entre les communautés. Sans ce travail sur la gouvernance locale et la cohésion sociale, les réponses militaires restent un traitement symptomatique. À elles seules, elles ne peuvent garantir une paix positive. La stabilisation suppose donc de restaurer la confiance entre l'État, les citoyens et les communautés.

### Quelle place donner aux médiations traditionnelles dans les réponses ?

Les mécanismes traditionnels et les capacités locales de paix ont toujours été valorisés et placés au cœur de la recherche de solutions. Il faut néanmoins reconnaître que ces légitimités ont été fragilisées par le clientélisme politique et la mauvaise gouvernance, mais aussi par l'emprise des groupes armés. Certaines ont dû se plier aux exigences de ces groupes, acceptant des accords en échange d'une protection contre leurs attaques. Pour autant, les mécanismes traditionnels de médiation doivent constituer la clé d'entrée de toute approche de résolution des conflits. Chaque initiative de paix doit s'appuyer sur ces capacités locales et contribuer à les renforcer, sans jamais chercher à s'y substituer. L'enjeu est de les consolider comme relais de confiance sans affaiblir leur légitimité propre. ■

**Une chaîne trop resserrée peut ralentir les réponses locales si les commandants de terrain ne disposent pas de marges suffisantes.**

communication de guerre et contrôle de portions stratégiques du territoire. La reprise de Kidal par ces groupes armés après les événements du 25 avril a renforcé cette lecture. Les décrets du 29 mai organisent une réponse à plusieurs étages. Le Général de brigade Mankan Allassane Diarra est désigné Commandant de la Force unifiée de l'Alliance des États du Sahel. Ancien sous-Chef d'état-major chargé des Opérations à l'État-major général des Armées, il passe ainsi du pilotage opérationnel national à un commandement régional censé incarner la réponse militaire commune du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Son remplacement à l'EMGA

**Théâtres d'opérations** Les commandements des théâtres d'opérations sont également redistribués dans le cadre de l'Opération Dougoukoloko, qui couvre l'ensemble du territoire national. Karim Traoré prend le Théâtre Est, couvrant Gao, Ménaka et Kidal, Didier Dembélé le Théâtre Sud, qui regroupe les régions du sud et de l'ouest, et Issa Bagayoko le Théâtre Centre, qui couvre notamment Ségou, San, Mopti, Bandiagara, Douentza, Tombouctou et Taoudenni. Ces nominations visent à replacer des profils de terrain à des postes où la connaissance des axes, des unités et des zones d'attaques compte autant que le grade.

# CANAL+

## DONNONS DE LA VOIX !

**REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE HABITUELLE**

# 30 JOURS OFFERTS\*\*

**A TOUTES LES CHAÎNES**

☎ 36 555

COÛT D'UN APPEL LOCAL SELON VOTRE OPÉRATEUR

\*\*OFFRE VALABLE DU 1ER JUIN AU 19 JUILLET 2026. REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE HABITUELLE ET PROFITEZ DE TOUTES LES CHAÎNES (HORS OPTIONS) PENDANT 30 JOURS. OFFRE VALABLE 1 FOIS EN JUIN ET 1 FOIS EN JUILLET.

FRANGLISH EMMA'A JOSEY MEÏWAY

TOUS LES VENDREDIS A 21H00

DES LE 12 JUIN SUR CANAL+ MAGIC

## FORUM MALI - INDE : DYNAMISER LES ÉCHANGES D'INTÉRÊT COMMUN

Le Mali s'apprête à organiser la première édition du forum économique Mali - Inde, les 18 et 19 juin 2026, afin de promouvoir les opportunités d'affaires entre les deux pays. Ce rendez-vous s'inscrit dans une dynamique de partenariat gagnant et de coopération bilatérale ambitieuse.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le forum se tiendra à Bamako et réunira des acteurs économiques autour des échanges, des investissements et des possibilités de coopération. Les exportations maliennes vers l'Inde ont atteint 82,5 millions de dollars en 2024, grâce à un accès au marché indien à travers un régime de droit préférentiel, a révélé le responsable de la Confédération de l'Industrie Indienne (CII) lors du forum d'affaires Inde - Mali, en octobre 2025. À l'issue de cette rencontre, un protocole d'accord créant le Conseil des affaires Inde - Mali a été signé afin de promouvoir les relations économiques, commerciales et d'investissement. Représentant environ 69% du PIB, le commerce occupe une place centrale dans l'économie malienne. Le pays exporte essentiellement des matières premières, principalement l'or, qui représente jusqu'à 70% des exportations, suivi du coton, des animaux vivants et des produits agricoles. Les principales filières d'exportation sont le coton, le karité, les mangues, l'anacarde et le sésame, mais aussi les produits transformés et artisanaux. Les importations



Le forum Mali-Inde marque un tournant dans les échanges économiques entre les deux pays.

sont tirées par les combustibles, qui représentent environ 39%, les machines et autres équipements, 11%, les céréales, 4,8%, et les produits pharmaceutiques, 4,1%. Selon certaines données commerciales, les principales destinations des exportations maliennes sont les Émirats arabes unis, suivis de la Suisse, de l'Australie, de la Chine et de la Turquie. Quant aux importations, elles

**Valeur des échanges Mali-Inde (2024) : 82,5 millions de dollars**

**Place du commerce au Mali : 69% du PIB**

proviennent essentiellement du Sénégal, qui représente 23,8% des importations totales du Mali et demeure son premier fournisseur. Il est suivi de la Côte d'Ivoire, 18,9%, de la Chine, 12,4%, et de l'Inde, 5,5%.

### L'Inde comme référence

Avec une croissance dynamique estimée à 6,5%, l'Inde fait partie des premières économies mondiales. Sa démographie jeune, ses infrastructures numériques avancées et sa politique d'industrialisation offrent des perspectives de coopération pour les acteurs de la croissance du Mali. Les investissements publics pour moderniser le pays et attirer le secteur privé, la digitalisation, qui stimule l'inclusion financière et la création de startups, ainsi que la consommation intérieure, estimée à environ 65% du PIB, figurent parmi les ressorts du modèle indien. Les services et technologies de l'information, l'industrie et l'agriculture sont autant de secteurs dont peuvent s'inspirer les acteurs maliens. ■

### EN BREF

#### AFRIQUE : L'INDUSTRIALISATION EN PROGRÈS

Le secteur manufacturier en Afrique a réalisé des progrès importants, malgré un environnement difficile, grâce à la croissance de la demande et à l'augmentation des investissements dans certains secteurs. Selon la Banque africaine de développement (BAD), la valeur ajoutée du secteur manufacturier a progressé de 14,6% entre 2020 et 2025. Elle est passée de 281 milliards de dollars en 2020 à 322 milliards de dollars en 2025. Dans son rapport sur l'efficacité du développement, la BAD souligne que cette hausse s'explique par un regain de dynamisme de l'activité manufacturière, même si elle ne traduit pas encore un changement structurel de l'économie africaine. « L'industrie manufacturière continue de représenter une part relativement modeste du PIB et reste concentrée dans des activités à faible intensité technologique, en particulier les produits alimentaires, les boissons et les minéraux non métalliques ». Le rapport relève également que les industries de moyenne et haute technologie représentent une part infime de la production. Par ailleurs, ces progrès demeurent inégalement répartis entre l'Afrique du Nord, qui constitue la principale zone de progression, et l'Afrique de l'Ouest, où les avancées ne comblent pas les déficits observés en Afrique australe. ■

## UEMOA Baisse du coût du crédit bancaire

Les taux plafond du crédit bancaire dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) connaissent une baisse à partir du 1er juin 2026. Il s'agit d'une décision du Conseil des ministres de l'UEMOA, qui fait passer le taux d'intérêt appliqué aux banques de 15% à 14%. La décision, adoptée en décembre 2025 par le Conseil des ministres, vise à encadrer

davantage les conditions de crédit des établissements bancaires de la région. Ce changement devrait profiter à certains emprunteurs et se traduire par une baisse des coûts supportés par ces derniers. La nouvelle mesure fixe le taux plafond à 14% pour les établissements bancaires et à 24% pour les institutions de microfinance. Bien que cette baisse entraîne théori-

quement une diminution des coûts pour les emprunteurs, elle pourrait amener les établissements financiers à durcir l'octroi des crédits afin de limiter les risques de défaut, à travers une sélection plus stricte. Les institutions financières seront ainsi contraintes de réviser leurs grilles tarifaires pour se conformer à cette nouvelle réforme, sous peine de sanctions de la Commission ban-

caire. Le taux d'intérêt légal, fixé à l'initiative du ministre chargé des Finances pour l'année civile, correspond à la moyenne des taux maximum de refinancement applicables aux concours octroyés par la BCEAO au cours de l'année civile précédente. Le taux d'intérêt légal moyen au cours de l'année 2025 dans les pays de l'UEMOA s'est établi à 5,5%. ■

## Doremi Mali La vitrine numérique qui veut révolutionner la musique malienne

À l'heure où l'industrie musicale africaine accélère sa transition numérique, le Mali tente lui aussi de prendre le virage des plateformes de diffusion en ligne. Dans cette dynamique, Doremi Mali s'impose progressivement comme une initiative locale ambitieuse, destinée à valoriser et promouvoir les artistes maliens au même titre que d'autres plateformes connues du grand public, comme Empire.

Lancée comme une plateforme de streaming musical, Doremi Mali permet aux utilisateurs de découvrir, d'écouter et de partager des œuvres musicales produites au Mali. Son objectif est de rapprocher les mélomanes des talents nationaux tout en offrant aux artistes un espace numérique capable de mettre en lumière leurs créations. Dans un environnement largement dominé par les géants internationaux du streaming, l'émergence d'une solution conçue pour répondre aux réalités du marché malien constitue un enjeu majeur. Doremi Mali se positionne ainsi comme un outil de visibilité pour les

musiciens, les producteurs et les labels qui peinent parfois à trouver leur place sur les plateformes mondiales. En plus de la simple écoute musicale, la plateforme continue d'évoluer. Les récentes mises à jour ont notamment introduit la vente de billets de concerts, une fonctionnalité qui témoigne de la volonté de ses concepteurs de bâtir un véritable écosystème autour de la musique et des événements culturels. Cette évolution intervient dans un contexte où la consommation numérique des contenus culturels connaît une croissance constante sur le continent africain. Pour les artistes maliens, l'enjeu ne se limite



La plateforme de streaming "Doremi Mali" est dédiée exclusivement à la musique malienne.

plus seulement à produire de la musique, mais aussi à maîtriser les nouveaux canaux de diffusion et de monétisation. Si le chemin est encore long pour rivaliser avec les grandes plateformes internationales, Doremi Mali incarne néanmoins une réponse locale à un défi mondial. En misant sur la promotion des talents nationaux et sur l'accessibilité des œuvres, l'application par-

ticipé à la structuration d'une industrie culturelle malienne plus moderne et davantage tournée vers le numérique. À travers cette initiative, c'est toute une vision de la souveraineté culturelle qui se dessine : celle d'un Mali capable de diffuser sa musique, de raconter ses histoires et de valoriser ses artistes sur ses propres plateformes. ■

IBRAHIM BABY



## ENVIRONNEMENT : LE MALI À L'ÉPREUVE DU CLIMAT

Célébrée tous les 5 juin, la Journée mondiale de l'Environnement est placée cette année sous le signe de l'urgence climatique et de l'action. Plus qu'un rappel de l'obligation d'agir, elle invite à poser des actes concrets pour un avenir moins compromis. Au Mali, l'ampleur des défis contraste encore avec le niveau des réponses.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Mali Folkcenter accompagne les habitants du village de Garalo (Bougouni) dans la plantation d'arbres.

Inspiré par la nature. Pour le climat. Pour notre avenir », tel est le thème de la Journée mondiale de l'environnement 2026, avec pour mot d'ordre « Maintenant pour le climat ». Il souligne l'urgence des actions à entreprendre et le rôle central de la nature dans les réponses aux dérèglements climatiques. Pour le Mali, ce thème renvoie à la nécessité de solutions concrètes pour renforcer la résilience des communautés. Il concerne directement la gestion de l'eau, la protection des terres, l'adaptation agricole, la sauvegarde des pâturages et la prévention des tensions autour des ressources naturelles.

**Solutions locales** Le Mali est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique. Entre 1970 et 2020, il a connu au moins 40 chocs climatiques majeurs, selon des

données reprises dans une publication de Global Voices sur la crise climatique et la paix au Mali. Chaque année, la sécheresse affecte environ 400 000 personnes et réduit les bénéfices agricoles d'environ 9,5 millions de dollars, d'après la Banque mondiale.

**Le Mali reste l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique dans le monde, avec au moins 40 chocs climatiques entre 1970 et 2020.**

Ces dérèglements constituent aussi des facteurs de fragilisation sociale. La dégradation des pâturages peut pousser des agriculteurs à étendre leurs cultures vers des zones de transhumance, alimentant des tensions avec les éleveurs. Les aléas climatiques réduisent également les moyens de subsistance

des communautés et favorisent les déplacements, qui touchent particulièrement les jeunes et les femmes. Selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations, publiée en avril 2026, les migrations apparaissent alors comme des stratégies d'adaptation face à la baisse de la productivité, à l'insécurité alimentaire et à la dégradation de l'environnement. Pourtant, des cadres locaux de réponse existent. Les savoir-faire ancestraux, la gestion communautaire des ressources naturelles, les pratiques d'adaptation agricole, la restauration des sols, la protection des points d'eau et l'usage de techniques innovantes peuvent contribuer à réduire les vulnérabilités. L'innovation peut aussi être nourrie par la sagesse locale.

Dans leurs modes de vie, les communautés trouvent déjà des moyens de répondre aux défis nouveaux. Mais l'efficacité de ces réponses dépend du financement, de l'encadrement technique, de la coordination entre acteurs et de leur capacité à passer de l'expérience locale à une action durable. ■

### EN BREF

**DR. OUMAR KEITA NOMMÉ DIRECTEUR EXÉCUTIF DU HCDA**

Le Haut Conseil de la Diplomatie Africaine (HCDA) accélère sa structuration. L'organisation panafricaine vient de confier sa direction exécutive à un profil bien connu de la scène diplomatique : le Docteur Oumar Keita, historien et politologue de formation, affichant plus de vingt ans d'expérience dans l'action publique et les organisations internationales. Pour le public malien, le visage est familier. L'homme a notamment été, de 2014 à 2021, l'Ambassadeur et Délégué permanent du Mali auprès de l'UNESCO. Spécialiste des dynamiques régionales, il assure également la direction de l'Institut d'Études Stratégiques pour le Sahel (IESS), un poste qui lui confère une maîtrise pointue des défis politiques et sécuritaires de la zone subsaharienne. Cette nomination intervient au moment où le HCDA déploie son plan stratégique 2026-2030. Opérant entre son bureau de Dakar et son siège parisien, cette structure ambitionne de devenir un hub central pour la diplomatie économique, le dialogue politique et la facilitation des investissements vers le continent. En installant ce technocrate aux manettes opérationnelles, le HCDA cherche clairement à muscler son réseau d'influence. Le nouveau Directeur Exécutif aura pour mission principale de piloter les programmes phares de l'institution, d'unifier la voix des États membres dans les négociations internationales et de travailler à booster les corridors commerciaux entre l'Afrique et l'Europe. Un défi de taille dans un contexte de reconfiguration géopolitique globale. ■

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

## ÉTHIOPIE : UN SCRUTIN ET DES FRACTURES

L'Éthiopie a organisé, le 1er juin 2026, des élections législatives et régionales dans un contexte politique et sécuritaire tendu. Plus de 50 millions d'électeurs étaient inscrits, mais le scrutin ne s'est pas tenu dans la région du Tigré et a été perturbé dans l'Amhara et l'Oromia. Trois espaces qui concentrent une large part des fragilités internes du pays.

MASSIRÉ DIOP



Les élections législatives et régionales en Éthiopie se sont tenues dans un climat de tensions.

Le vote doit renouveler la Chambre des représentants du peuple, dont les membres désignent ensuite le chef du gouvernement. Le Parti de la prospérité du Premier ministre Abiy Ahmed, largement majoritaire depuis les élections de 2021, part favori face à une opposition divisée, affaiblie par les restrictions politiques, les arrestations dénoncées par plusieurs formations et les difficultés de campagne dans les régions instables. L'absence du Tigré constitue le principal point de tension. Cette région du nord, frontalière de l'Érythrée et proche du Soudan, est administrée par une structure

intérimaire depuis l'accord de Pretoria, signé en 2022 et mettant fin à deux ans de guerre entre le gouvernement fédéral et les forces tigréennes. Le vote n'y a pas eu lieu en raison de conditions jugées défavorables par le Conseil électoral national d'Éthiopie. Le Front de libération du peuple du Tigré conserve une influence majeure dans la région, mais ne participe pas au processus.

**Tensions** Dans l'Amhara, au nord-ouest, l'activité de la milice Fano a empêché la tenue du vote dans plusieurs circonscriptions, au moins huit selon les informations

disponibles. Cette région est marquée par des tensions armées avec le pouvoir fédéral et par des enjeux frontaliers sensibles vers le Soudan. En Oromia, au centre-sud et autour d'Addis-Abeba, l'insécurité liée à l'Armée de libération Oromo continue aussi de limiter les déplacements, les campagnes politiques et l'organisation normale du scrutin. Le contexte régional est tout aussi sensible, sur fond de tensions avec l'Érythrée et de revendications éthiopiennes autour de l'accès à la Mer Rouge. Ces fractures donnent au vote une portée qui dépasse le renouvellement institutionnel. Elles renvoient aux débats sur le fédéralisme, la gouvernance, l'unité nationale et la représentation des régions affectées par les conflits. Une mission d'observation de l'Union africaine, conduite par l'ancien Président kenyan Uhuru Kenyatta, a déployé 73 observateurs venus de 37 pays. Les premiers résultats sont attendus dans les jours suivant le vote, avec une proclamation annoncée au plus tard le 11 juin. Le score du parti au pouvoir comptera, mais le scrutin posera surtout la question de la réintégration politique des régions en crise. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### CLIMAT : BONN PRÉPARE LES DOSSIERS DE LA COP31

Les négociations climatiques de Bonn se tiendront du 8 au 18 juin 2026 en Allemagne, dans le cadre des 64èmes sessions des organes subsidiaires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Cette étape technique doit préparer la COP31, prévue du 9 au 20 novembre 2026 à Antalya, en Türkiye. Les discussions porteront sur les principaux chantiers environnementaux, notamment l'adaptation au réchauffement, la réduction des émissions, le financement climatique, les pertes et dommages, la transition juste, le transfert de technologies et le renforcement des capacités. Les contributions nationales des États seront également suivies, alors que l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5°C est au cœur des engagements climatiques internationaux. Selon l'Organisation météorologique mondiale, la période 2015 - 2025 a été la plus chaude jamais enregistrée, confirmant l'accélération des dérèglements climatiques. Pour les pays vulnérables, l'enjeu sera de faire avancer les réponses concrètes face aux sécheresses, inondations, montées des eaux, dégradations des terres, pressions sur les ressources en eau et insécurité alimentaire liées au climat. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### KORO : L'AFFLUX DE RÉFUGIÉS BURKINABÈ S'INTENSIFIE

Depuis le 26 mai 2026, la situation humanitaire ne cesse de se dégrader à Koro, dans la région de Bandiagara, où affluent des réfugiés burkinabè ayant tout abandonné derrière eux. Selon une évaluation rapide coordonnée par la CNCR et le HCR, environ 4 257 personnes, réparties entre 1 419 ménages, sont déjà recensées, dont une majorité de femmes et d'enfants. Installées dans des bâtiments publics et sur des sites provisoires, ces familles vivent dans une grande précarité. Les besoins sont urgents en abris, nourriture, eau potable, santé, protection, documentation et éducation. MSF assure l'approvisionnement en eau, YagTu fournit des repas chauds, tandis que le HCR prépare des kits essentiels et d'enregistrement. Dans un cercle accueillant déjà plus de 70 000 réfugiés, l'urgence appelle une réponse immédiate et coordonnée, avant que les conditions d'accueil ne se détériorent davantage pour les plus vulnérables. ■

## MONDIAL 2026 : L'AFRIQUE À L'HEURE DES DERNIERS RÉGLAGES

À quelques jours du coup d'envoi de la Coupe du monde 2026, le 11 juin aux États-Unis, au Canada et au Mexique, les dix sélections africaines qualifiées multiplient les matchs amicaux afin d'affiner leurs automatismes et d'évaluer leur état de forme avant leur entrée en lice.

MOHAMED KENOVI



Les représentants africains affûtent leurs armes pour la Coupe du monde 2026.

Le Maroc, notamment, impressionne par sa solidité. Les Lions de l'Atlas ont successivement dominé le Burundi (5-0) et Madagascar (4-0) et tenteront de confirmer contre la Norvège le 7 juin, avant de retrouver le Brésil dans le groupe C. Dans la même dynamique, le Cap-Vert a marqué les esprits en dominant la Serbie (3-0). Les Requins Bleus affron-

teront ensuite les Bermudes le 6 juin, avant de se lancer dans un groupe H relevé, avec l'Espagne et l'Uruguay. L'Égypte, de son côté, a bien lancé sa préparation en battant la Russie (1-0). Elle se mesurera au Brésil le 6 juin, avant de croiser notamment la Belgique dans le groupe G.

**Entre certitudes et interrogations**  
Pour d'autres sélections, les derniers matchs serviront surtout à dissiper les doutes. Le Ghana, battu par le Mexique (2-0) puis tenu en échec par le Pays de Galles (1-1), bouclera sa préparation face à la Jamaïque le 10 juin, avant de défier l'Angleterre et la Croatie dans le groupe L. Le Sénégal, malgré une prestation encourageante, s'est incliné face aux États-Unis (2-3) et cherchera à retrouver de la confiance contre l'Arabie saoudite le 9 juin, avant d'entrer dans un groupe I marqué par la présence de la France. La Tunisie, battue par l'Autriche (1-0), tentera de se relancer face à la Belgique le 6 juin, avant d'affronter notamment les Pays-Bas dans le groupe F. La Côte d'Ivoire n'aura qu'un seul test, face à la France le 4 juin, avant de rejoindre un groupe E où figure l'Allemagne. L'Algérie poursuit également ses réglages. Après son duel face aux Pays-Bas, elle affrontera la Bolivie le 10 juin, avant de se mesurer notamment à l'Argentine dans le groupe J. L'Afrique du Sud, accrochée par le Nicaragua (0-0), défiera Porto Rico avant un groupe A où l'attendent le Mexique et la Corée du Sud. Enfin, la RD Congo, opposée au Danemark le 3 juin, affrontera le Chili le 9 juin, avant de retrouver le Portugal dans le groupe K. À quelques jours du tournoi, ces ultimes rendez-vous serviront de baromètres avant les grands défis qui attendent le football africain. ■

## Ligue 1 Pro Le Djoliba AC sacré Champion

Et de 2 pour le Djoliba AC. Après avoir remporté la 65ème édition de la Coupe du Mali le 30 mai dernier face au FC Diarra, les Rouges de Bamako enchaînent avec le sacré en Ligue 1 Pro, à trois journées de la fin du championnat. Aidé par les faux pas de ses poursuivants, l'AS Real de Bamako et le Stade malien, le Djoliba AC s'est officiellement emparé du titre pour le compte de la saison 2025-2026 le 2 juin, à la suite de sa victoire face à son dauphin, Binga FC. Pourtant très mal partis en début de saison, les Rouges de Hèrèmakono ont connu une deuxième partie de compétition plus régulière, avec l'enchaînement de plusieurs succès sous la houlette de l'entraîneur ivoirien Yao Lambert César Amani. Le club représentera le Mali en Ligue des champions de la CAF la saison prochaine. ■

M.K



### CARTONS DE LA SEMAINE

Le Sénégal a été sacré champion d'Afrique des moins de 17 ans le 2 juin à Rabat, après sa victoire en finale contre la Tanzanie (1-1, 4-2 t.a.b.). Les Lionceaux de la Teranga succèdent ainsi aux Lionceaux de l'Atlas et décrochent leur deuxième titre continental dans la catégorie, après leur sacré en Algérie en 2023.

La Numéro 1, Aryna Sabalenka, a été éliminée le 3 juin en quarts de finale de Roland-Garros par la Russe Diana Shneider, 25ème mondiale. Après avoir pourtant dominé la première moitié de la rencontre, la Biélorusse a totalement perdu le fil par la suite, encaissant un terrible 10-0 pour s'incliner après 2 h 12 min de jeu.

## RENCONTRES DE BAMAKO : LES PHOTOGRAPHES APPELÉS À « REFABULER » LES RÉCITS AFRICAINS

La 15ème édition des Rencontres de Bamako ouvre son appel à candidatures jusqu'au 20 juin 2026. Autour du thème « Refabulation(s) », la Biennale invite les artistes à repenser la place de l'image dans les récits africains.

MASSIRÉ DIOP



Le ministre de la Culture, Mamou Daffé face à la presse lors du lancement de la 15ème édition des Rencontres de Bamako.

À Bamako, la photographie se prépare à reprendre sa fonction première : regarder, témoigner, questionner. Prévue du 26 novembre 2026 au 26 janvier 2027, la 15ème édition des Rencontres de Bamako, Biennale africaine de la photographie, attend les propositions de photographes, vidéastes, performeurs et artistes visuels d'Afrique, de la diaspora et des communautés afro-descendantes. L'appel, ouvert jusqu'au 20 juin, dépasse

le simple dépôt de dossier. Il engage les créateurs à interroger la manière dont les images racontent les sociétés, les mémoires et les transformations du continent. Cette orientation a été au centre de la rencontre d'échanges organisée mardi 2 juin à la Maison africaine de la photographie. Réunis autour du thème « Refabulation(s) », artistes et acteurs culturels ont discuté d'un mot qui porte une exigence forte. Refabuler ne veut pas dire embellir le réel, ni

inventer pour s'en éloigner. Il s'agit plutôt de reprendre des récits parfois confisqués, de déplacer les regards hérités et de faire surgir d'autres manières de dire l'Afrique. Sous la modération d'Elhadj Amadou Diop, les interventions du Dr Salia Malé, de Sonia Guillotin Keïta et d'Abdou Ouologuem ont donné à cette réflexion une portée à la fois artistique et humaine. Le Dr Salia Malé a replacé la Biennale dans son rôle de rendez-vous culturel majeur, capable de faire de Bamako un espace de circulation des idées et des formes. Abdou Ouologuem a insisté sur la nécessité pour les artistes de libérer l'imaginaire africain des cadres imposés. Sonia Guillotin Keïta a défendu la fabulation comme une force de création, capable de transformer les blessures, les héritages et les rêves en écritures visuelles nouvelles. À travers cet appel, les Rencontres de Bamako ne cherchent donc pas seulement des œuvres techniquement abouties. Elles attendent des regards habités, des démarches sincères, des propositions capables de relier l'intime au collectif. Pour Bamako, cette Biennale confirme sa place de carrefour où les artistes africains viennent montrer leurs œuvres, échanger leurs regards et reprendre, par l'image, des récits trop longtemps racontés par d'autres. Ainsi, chaque candidature devient une prise de parole, mais aussi une manière de participer à une mémoire visuelle commune. ■

### INFO PEOPLE

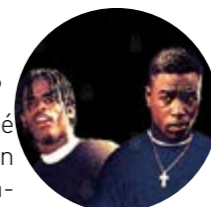
#### OUMOU SANGARÉ : CAP SUR LILLE

Oumou Sangaré est annoncée le 21 juin 2026 au Théâtre Sébastopol de Lille, selon les agendas de concerts. La Diva du Wassoulou y retrouvera un public européen habitué à sa voix puissante et à ses thèmes liés aux femmes, à la dignité et aux réalités sociales. Depuis Moussolou, l'album qui l'a imposée, jusqu'à Seya, Mogoya et Timbuktu, son répertoire mêle mémoire mandingue, kamalengoni et rythmes contemporains. Sur scène, Oumou Sangaré privilégie l'intensité, les refrains repris par la salle et une relation directe avec les spectateurs. Cette date lilloise confirme la place durable d'une artiste malienne dont les concerts sont des moments de transmission et de communion.



#### MS2 : RENDEZ-VOUS AU 26 MARS

MS2 est annoncé en concert le 6 juin 2026 sur l'esplanade du Stade du 26 Mars de Bamako, avec un spectacle prévu de l'après-midi à la soirée. Le groupe, connu dans la scène urbaine sous le nom Menace Society 2, s'inscrit dans une génération qui a installé le rap malien au cœur des quartiers, des réseaux sociaux et des grands rassemblements populaires. Ses prestations reposent sur l'énergie, les refrains chantés en chœur et une proximité constante avec les jeunes fans. À Bamako, cette date doit permettre à MS2 de transformer sa forte visibilité numérique en mobilisation scénique, dans un lieu associé aux grands rendez-vous musicaux et sportifs.



Journal du Mali  
L'hebdo

Directeur de publication :  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

Rédacteur en chef :  
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :  
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :  
Mohamed KENOVI - Fatoumata  
MAGUIRAGA - Ibrahim BABY

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité  
par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble  
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité**.



**20 28 00 00**  
[www.afribone.com](http://www.afribone.com)

